

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SAU/3

13 mai 1996

(96-1855)

Original: anglais

GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DE L'ARABIE SAOUDITE

Communication du Royaume d'Arabie saoudite

On trouvera ci-après les réponses de l'Arabie saoudite aux questions posées par les membres du Groupe de travail ainsi que les déclarations faites par les représentants de ce pays lors de la réunion que le Groupe a tenue les 2-3 mai 1996.

CHAPITRE III - REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR

2. Réglementation des exportations

- a) Nomenclature du tarif douanier, etc.

Question 1 de l'Union européenne et des Etats-Unis

L'Arabie saoudite entend-elle éliminer ou réduire les droits de douane à l'exportation des peaux et cuirs non tannés?

Réponse

Ces droits font actuellement l'objet d'une révision.

3. Incitations à l'exportation, y compris les subventions

Question 1 des Etats-Unis

Prière de confirmer que tous les privilèges et toutes les mesures de soutien accordés au titre de la Loi sur la protection et la promotion de l'industrie nationale ne sont pas réservés à un nombre précis d'industries ou de secteurs de l'économie.

Réponse

Tous les privilèges et toutes les mesures de soutien accordés au titre de cette loi s'appliquent à tous les produits quels qu'ils soient, et ne sont d'aucune façon subordonnés à des résultats à l'exportation.

CHAPITRE IV - AUTRES POLITIQUES AFFECTANT
LE COMMERCE EXTERIEUR

1. Politique industrielle

Question 1 de la Pologne

Quels sont les critères économiques utilisés pour choisir les projets de remplacement des importations?

Réponse

C'est le secteur privé qui lance des projets de remplacement des importations, ce qu'il fait en tenant compte des critères relatifs à la faisabilité financière et économique et des mécanismes du marché.

Questions de l'Union européenne

Question 1

Les réponses 11 et 12 a) doivent-elles être interprétées comme signifiant que l'Arabie saoudite encourage spécifiquement la pétrochimie de base et les industries pétrochimiques d'aval en tant que secteurs industriels orientés vers les exportations et dans lesquels le pays bénéficie d'un avantage comparatif dont il convient d'encourager le développement par des incitations et des moyens adéquats?

Quels moyens, et précisément quelles incitations, ont été prévus à l'égard de ces secteurs particuliers?

Réponse

Primo, les plans quinquennaux sont des plans indicatifs qui fixent des objectifs généraux et non spécifiques.

Secundo, les projets du secteur privé, et notamment ceux du secteur de la pétrochimie, sont mis en oeuvre sous réserve de leur faisabilité financière et économique, c'est-à-dire qu'ils sont soumis au mécanisme du marché.

Tertio, la pétrochimie de base et les industries pétrochimiques d'aval ne sont pas subventionnées de façon spécifique. Toutes les mesures de soutien et incitations sont offertes à l'ensemble des secteurs de l'économie et ne sont d'aucune façon subordonnées à des résultats à l'exportation.

Droits antidumping, antisubventions et compensateurs et mesures de sauvegarde

Question 2

L'Arabie saoudite pourrait-elle confirmer qu'aucune règle ne vise les domaines susmentionnés? Si tel n'est pas le cas, pourrait-elle fournir dans une langue de l'OMC un exemplaire des règles applicables.

Réponse

Nous confirmons qu'à l'heure actuelle, aucune règle ne vise les domaines susmentionnés.

Droit d'exportation appliqué aux peaux et cuirs non tannés

Question 3

L'Arabie saoudite entend-elle éliminer ou réduire le droit à l'exportation appliqué aux peaux et cuirs non tannés?

Réponse

Ce droit fait actuellement l'objet d'un examen.

Question 4

Au Royaume d'Arabie saoudite, les sociétés pétrochimiques étrangères sont-elles autorisées à exploiter des filiales à 100 pour cent et à investir dans ces dernières aux mêmes conditions que celles dont bénéficient les entreprises à capitaux entièrement saoudiens ou les coentreprises?

Réponse

Les entreprises industrielles à capitaux étrangers dans une proportion de 10 pour cent sont admises à bénéficier de toutes les incitations offertes aux coentreprises et aux entreprises à capitaux saoudiens, sauf les exonérations d'impôts sur le revenu et les prêts à des conditions de faveur du Fonds de développement industriel saoudien.

Question 5

Les sociétés étrangères bénéficient-elles du même accès aux matières premières que celui qui est accordé aux entreprises à capitaux entièrement saoudiens ou aux coentreprises installées dans le Royaume?

Réponse

Oui, elles bénéficient du même accès aux matières premières.

Question 6

Prière de préciser les critères appliqués pour autoriser une participation étrangère à plus de 50 pour cent dans les coentreprises.

Réponse

Il n'existe aucun critère spécial applicable pour autoriser une participation étrangère à plus de 50 pour cent dans les coentreprises.

Question 7

Les exonérations fiscales et les incitations à l'investissement sont modulées d'après le niveau de participation d'intérêts nationaux. Prière d'expliquer brièvement ce que cela signifie (par

exemple nous croyons savoir qu'une participation saoudienne minimale de 25 pour cent est un préalable à l'obtention d'un prêt à taux préférentiel et d'une exonération fiscale).

Réponse

Les coentreprises industrielles qui détiennent une licence sont admises à bénéficier de toutes les incitations accordées aux entreprises à capitaux entièrement saoudiens. La seule différence est que les coentreprises doivent appartenir à des intérêts saoudiens dans une proportion de 25 pour cent ou plus pour bénéficier d'exonérations fiscales et de prêts à conditions de faveur du Fonds de développement industriel saoudien.

Les sociétés à participation étrangère peuvent obtenir un prêt à concurrence de 50 pour cent du coût d'un projet si les investisseurs saoudiens détiennent 50 pour cent des actions. Si leur part est inférieure à 50 pour cent, le prêt est réduit au prorata.

Question 8

La liste de produits industriels d'origine nationale dont il est fait état à la question 206 du document L/7645 est-elle disponible?

Réponse

Cette liste sera communiquée au Secrétariat de l'OMC.

Précision concernant la fixation des prix des matières premières
pétrolières en Arabie saoudite

Il y a lieu d'établir une distinction entre les prix du méthane et de l'éthane, d'une part, et ceux du butane, du propane et du gaz naturel, d'autre part.

En ce qui concerne les deux premiers, il n'existe pas encore de prix de référence international provenant du pays du Golfe, pas plus qu'il n'existe de prix à l'exportation provenant d'Arabie Saoudite. Il n'y a donc pas de système de double prix. Or, il n'est guère économique de liquéfier, de transporter et de "regazéifier" le gaz de l'Arabie saoudite. Si on ne vend pas de gaz aux utilisateurs nationaux, on n'a d'autre choix que de le brûler; ce qui se produisait il y a 20 ans. En le mettant à la disposition des utilisateurs nationaux au prix de 0,5 dollar par million de BTU, nous avons contribué à créer un environnement plus propre et avons utilisé notre avantage comparatif.

En outre, le méthane et l'éthane sont accessibles à tous les utilisateurs du Royaume, qu'ils soient Saoudiens ou non. Ces gaz ne sont pas destinés particulièrement aux industries tournées vers l'exportation, mais sont utilisés par tous les secteurs et par toutes les industries. Les utilisateurs sont notamment les compagnies d'électricité, les usines de dessalement, les cimenteries et les usines pétrochimiques.

En ce qui concerne le butane, le propane et le gaz naturel ou GPL (sauf le naphta), la Résolution du Conseil des Ministres de décembre 1992 dont il est fait mention dans l'Aide-mémoire et qui a été demandée par beaucoup est claire et sera traduite intégralement et communiquée aux Membres de l'OMC. Le prix est facturé aux industries et s'applique à tous les acheteurs du Royaume, qu'ils soient Saoudiens ou non.

Le prix à l'exportation est plus élevé que le prix intérieur parce qu'il faut tenir compte des frais associés à l'exportation de GPL sur les marchés mondiaux, et notamment des frais de réfrigération, de stockage, de mouillage des bateaux et de commercialisation. A ces frais s'ajoute le coût des engagements à long terme relatifs à l'utilisation sur place de cette ressource en vue de diminuer la vulnérabilité du pays face à l'instabilité du marché international. L'Arabie saoudite a également pour objectif déclaré de diversifier sa base économique et de diminuer sa dépendance à l'égard de l'exportation de matières premières tout en utilisant son avantage comparatif à cet égard. L'utilisation de l'avantage comparatif est le fondement du régime de commerce extérieur et garantit aux consommateurs des prix peu élevés et des produits de qualité.

Les prix de toutes les autres formes d'énergie, y compris le naphta, sont déterminés dans des conditions de libre concurrence. Aucun rabais n'est accordé qui n'est pas conforme aux lois du marché.

S'agissant de la disponibilité en matières premières et de leur prix, aucune discrimination n'est exercée entre les entreprises à capitaux partiellement ou entièrement saoudiens et celles à capitaux entièrement étrangers. En Arabie saoudite, dès qu'un projet est autorisé, l'entreprise en cause, peu importe son appartenance, peut se procurer les matières premières aux prix courants et dans les quantités voulues, sous réserve de leur disponibilité. Les utilisateurs ont de plus la faculté d'utiliser des matières premières disponibles dans le pays ou de recourir à d'autres si elles le désirent.

QUESTIONS ET REPONSES

CHAPITRE III - REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR

1. a) Evolution de la réglementation douanière

Question de l'Union européenne

Existe-t-il une production nationale de tabac?

Réponse

Non, il n'y a pas de production de tabac en Arabie saoudite.

1. c) Impositions et redevances à l'importation

I. Question de l'Union européenne

Existe-t-il un droit de timbre sur le tabac et les produits connexes (à taux fixe)?

Réponse

Non, il n'existe pas de droit de timbre.

II. Question de l'Union européenne

L'Arabie saoudite pourrait-elle confirmer qu'elle n'applique aucune disposition en matière de dumping, de subventions, de droits compensateurs et de mesures de sauvegarde?

Réponse

Non, il n'existe actuellement aucune disposition dans ces domaines. L'Arabie saoudite adoptera en temps voulu des lois et dispositions appropriées, conformément aux accords pertinents de l'OMC.

1. d) Régime d'imposition

Question des Etats-Unis et de l'Union européenne

Prière d'expliquer clairement comment fonctionnent les deux types de régime d'imposition.

Réponse

Ces renseignements seront communiqués ultérieurement par écrit dans le cadre de la fiscalité en général.

Question de l'Union européenne

Prière d'expliquer ce qu'il en est du traitement national en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, dans les cas où les entités saoudiennes sont assujetties au Zakat et les non saoudiennes, à l'impôt sur le revenu.

Réponse

L'article III du GATT ne prévoit aucune obligation de traitement national pour ce qui est des impositions directes.

La question des impositions directes serait pertinente dans le contexte des services, mais dans ce cas l'obligation relative au traitement national s'applique aux secteurs de services à l'égard desquels des engagements spécifiques ont été pris.

Question de l'Union européenne

L'Arabie saoudite peut-elle fournir l'assurance que le principe du traitement national sera respecté si une taxe indirecte comme la TVA est introduite dans l'avenir?

Réponse

L'Arabie saoudite s'acquittera de ses obligations prévues au titre de l'article III du GATT de 1994. Toutefois, à l'heure actuelle, il n'existe aucun plan en vue d'instaurer une TVA.

1. e) Préférences tarifaires

Question des Etats-Unis

Les préférences accordées aux pays de la Ligue arabe prennent-elles la forme d'exonérations complètes ou seulement partielles?

Réponse

Elles prennent la forme d'exonérations complètes, c'est-à-dire un taux de droit nul.

Question de l'Union européenne

L'Arabie saoudite pourrait-elle préciser sa pensée lorsqu'elle indique, dans sa réponse à la question 70, qu'"[e]lle applique des restrictions à l'importation de certains produits en raison du pays ou de la région dont ces produits sont originaires, lorsqu'elle estime ces mesures nécessaires pour protéger les intérêts essentiels de sa sécurité [...]".

Réponse

Cette réponse renvoie à l'article XXI du GATT de 1994.

Question du Canada et de l'Union européenne

Prière de fournir une liste des produits, par ligne du SH, qui sont visés par l'accord passé avec le Conseil de coopération des Etats du Golfe et qui bénéficient des préférences accordées à la Ligue arabe.

Réponse

Cette information sera communiquée par écrit.

1. f) Mesures non tarifaires, contingents et régime de licences

Question des Etats-Unis, de l'Union européenne et du Canada

Prière de fournir une liste détaillée de toutes les mesures non tarifaires par ligne du SH, en donnant, pour chacune, la disposition OMC qui la justifie.

Réponse

Cette information sera communiquée par écrit.

Question de l'Union européenne

Prière de confirmer que l'interdiction concernant l'importation de produits comme l'alcool, le tabac et la viande de porc s'applique également à la production intérieure de ces produits.

Réponse

Oui, la production intérieure de ces produits est interdite, mais pas l'importation de tabac.

Question du Canada

Comment fonctionne la procédure de délivrance des licences? Celles-ci sont-elle délivrées automatiquement ou non?

Réponse

Cette information sera communiquée ultérieurement.

Question de l'Argentine

Pourquoi avoir interdit les importations de lait liquide en contenants d'une capacité supérieure à un litre et non pas en contenants de un litre ou moins?

Réponse

La réponse sera communiquée ultérieurement.

1. g) Evaluation en douane

Question des Etats-Unis, de l'Union européenne et de l'Australie

Prière de remplir le questionnaire sur l'évaluation en douane qui se trouve à l'annexe 4 du document WT/ACC/1.

Réponse

Ce questionnaire a déjà été rempli et est annexé à l'Aide-mémoire mis à jour sur le régime de commerce extérieur, lequel sera remis aux membres du Groupe de travail.

Question des Etats-Unis, de l'Union européenne et de la Corée

Le système de prix minimums utilisé pour le calcul des droits d'importation sur les automobiles, la levure et certains objets en céramique s'applique-t-il toujours? Dans l'affirmative, prière d'en donner le détail par ligne du SH et indiquer à quel moment le système sera modifié.

Réponse

Cette information sera communiquée par écrit.

1. h) Règles d'origine

Question de l'Union européenne

Prière d'expliquer l'incompatibilité apparente entre les réponses aux questions 103 et 104.

Réponse

Les autorités réexamineront les règles d'origine et l'obligation de présenter un certificat d'origine à la lumière des observations et des questions des membres du Groupe de travail.

Question de l'Union européenne

Un certificat d'origine est-il obligatoire pour toutes les importations? Dans l'affirmative, prière d'expliquer en quoi cette obligation est compatible avec l'article VIII du GATT.

Réponse

Selon notre interprétation, l'article VIII autorise qu'il soit demandé de présenter une documentation lorsque cela est jugé nécessaire.

Questions du Canada, de la Corée et de l'Union européenne

Un certain nombre de questions ont été posées sur le certificat d'origine; des réponses écrites y seront données.

1. i) Formalités douanières

Questions de la Corée

Les formalités douanières peuvent-elle être commencées avant l'arrivée des marchandises?

Réponse

Oui, dans un certain nombre de cas.

1. j) Normes et certification
1. k) Mesures sanitaires et phytosanitaires

Chaque question en la matière fera l'objet d'une réponse écrite ultérieure.

2. b) Régime de licences d'exportation

Question de l'Union européenne

Prière de fournir, à titre d'information, une liste de tous les produits, par position du SH, qui sont assujettis au régime de licences d'exportation.

Réponse

Cette information sera communiquée par écrit.

Politique agricole

Question de l'Argentine, de l'Union européenne, du Canada et de l'Australie

Prière de fournir des renseignements sur les mesures de soutien à l'agriculture en remplissant les tableaux annexés au document WT/ACC/4.

Réponse

Ces renseignements seront communiqués selon le mode de présentation indiqué.

Question de l'Union européenne

Quelle est la valeur totale des mesures de soutien interne à l'agriculture par rapport à celle de la production agricole totale?

Réponse

Cette information sera recueillie et communiquée au Groupe de travail.

Question de l'Australie

Prière de confirmer que l'Arabie saoudite ne subventionne pas l'exportation de produits agricoles.

Réponse

L'Arabie saoudite confirme qu'elle n'accorde aucune subvention à l'exportation de produits agricoles.